

Pouvoir d'emprunt—Loi

économiques dont souffrent tant de Canadiens à l'heure actuelle.

En janvier, 4,500 Suisses étaient en chômage, soit 0.2 p. 100 de la population active. La Suisse livre une lutte acharnée à l'inflation depuis des années et, grâce à une politique monétaire et financière efficace, elle a ramené son taux d'inflation à 3.6 p. 100, alors que le taux d'inflation se situe aux environs de 11 p. 100 au Canada.

Le gouvernement a l'intention de dépenser 1.4 milliard de dollars, soit \$120 par action, pour acheter Petrofina. Si je ne m'abuse, Petrofina est propriétaire de 1,000 stations-service; elle possède 5 p. 100 des actions de Syncrude et un pourcentage un peu plus élevé des actions de l'usine Alsands, où les travaux ont, bien entendu, été suspendus à cause de la politique énergétique inacceptable du gouvernement, et elle possède aussi des terres encore inexploitées et inexplorées. A ce propos, M. Pierre Nadeau, directeur général de la société, a démissionné parce qu'il refuse de travailler pour une société de la Couronne. C'est un autre cas de chômage qu'on peut attribuer à la politique énergétique. Le fondateur de la société, M. Alfredo Campo, a déclaré que le prix offert par le gouvernement dépasse tellement ce que n'importe quelle société accepterait de payer ou la valeur de la société sur le marché qu'il ne comprend pas la logique de la décision du gouvernement. Cette décision n'est logique que pour le gouvernement puisqu'il se sert d'argent qui ne lui appartient pas ou d'argent imprimé uniquement pour l'achat de cette société, parce que l'argent des consommateurs canadiens ne suffit pas.

Le budget mentionne l'inflation mais ne propose absolument rien comme solution au problème du déficit sans cesse croissant. On prévoit pour l'an prochain une hausse du déficit de 3.5 milliards de dollars qui le portera à 15 ou 16 milliards. Dans l'Ouest, on appelle cela aspirer et expirer simultanément. C'est difficile à faire, et ce le sera encore davantage pour le ministre des Finances. Dans l'Est, on appelle peut-être cela être à la fois au four et au moulin, mais dans l'Ouest on parle d'aspirer et d'expirer simultanément.

La demande visant à autoriser le gouvernement à emprunter 14 milliards prouve une fois de plus que sa politique économique est en faillite. C'est, à mon avis, pourquoi plus de un million de Canadiens sont en chômage; c'est pourquoi l'inflation frise les 11 p. 100; c'est pourquoi notre dollar est récemment tombé au niveau le plus bas en 50 ans; c'est pourquoi les capitaux d'investissement fuient le pays, ce qu'ils font d'ailleurs depuis déjà deux ou trois ans à vive allure; c'est pourquoi bien des Canadiens quittent le pays; et c'est sûrement ce qui incite l'industrie pétrolière à faire de même; c'est aussi pourquoi, je le maintiens, les députés d'en face ne cessent de parler de choses autres, comme de la constitution. Ils savent parfaitement bien qu'ils ne peuvent rien faire pour l'économie et ils persistent à vouloir déchirer le pays.

Hier encore, une personne m'a téléphoné du Québec pour me dire que deux magasins avaient fermé leurs portes dans sa localité, sans doute pour cause de faillite ou d'insolvabilité. Voilà une autre raison pour laquelle le pays éprouve tant de difficultés économiques et sociales. Ce n'est pas en dévaluant la monnaie ou en favorisant l'inflation que nous réglerons le problème, il nous faut le reconnaître.

Je voudrais vous parler d'un article paru dans le numéro du 4 novembre 1980 du *Canadian Journal of Economics*, et signé

par Thomas J. Courchene, professeur à l'Université de Western Ontario. A la page 559, on peut lire ceci:

En outre, le système de marché servant de moins en moins de coordonnateur, la réglementation de l'activité sociale et économique devient progressivement plus personnalisée et paternaliste. Edward Gibbon décrit avec justesse, dans le contexte différent de la chute de la démocratie athénienne, l'aboutissement logique d'une société protégée: «à la fin, ils accordaient plus d'importance à la sécurité qu'à la liberté, et ils ont donc perdu les deux.»

A la page 569, il donne un exemple des effets de l'inflation sur les gens. En parlant de 1974, il dit ceci:

Pourtant, le taux d'escompte était encore à 7.25 p. 100. Les gens faisaient de leur mieux pour se protéger des ravages de l'inflation et, chose peu étonnante, la protection la plus évidente et la plus pratique consistait à s'acheter une maison. Par conséquent, le prix des maisons est monté en flèche au cours du premier trimestre de 1974. Les rêves se sont évanouis, des transferts de biens considérables se sont effectués, et le marché a été remis en question en tant que mécanisme de répartition.

Plus loin, à la même page, il ajoute ceci:

Il ne fait aucun doute que l'expérience de l'inflation a convaincu beaucoup de Canadiens que les mécanismes politiques, et non les mécanismes de répartition du marché, sont préférables en ce qui concerne un nombre toujours croissant de biens et de services.

● (1650)

Je crois, comme un nombre croissant de Canadiens, que la différence entre la politique économique du parti libéral fédéral et celle du Nouveau parti démocratique fédéral est infime. Je soutiens que la politique économique du gouvernement actuel est plus irréflective que celle du Nouveau parti démocratique, en Saskatchewan, par exemple. Les députés se demandent peut-être pourquoi. Le Nouveau parti démocratique en Saskatchewan n'a aucun déficit—sauf erreur, il en a eu un petit l'an dernier—du moins pas aussi énorme que les 15 ou 16 milliards de dollars que nous prévoyons pour l'an prochain. Le Nouveau parti démocratique en Saskatchewan voit clair—sans toutefois être sérieux au point de vue financier—dans la politique suivie par le gouvernement actuel depuis de nombreuses années et ce qu'il accomplit pour les défavorisés de la société, y compris, bien entendu, les pensionnés. C'est un groupe facile à identifier.

Un de mes commettants est venu me voir il y a environ un mois. Il est pensionné du CN. Sa femme et lui reçoivent une petite pension du CN, une prestation de sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti. Lorsqu'ils ont payé leur loyer—ils habitent un logement subventionné par leur municipalité—l'électricité, le gaz et ainsi de suite, il leur reste, à la fin de chaque mois, \$108 avec lesquels ils doivent subvenir à leurs besoins alimentaires et vestimentaires. Il n'est pas un député ici qui ignore les répercussions de l'inflation créée par le gouvernement sur les gagne-petit et sur nos concitoyens sans protection. C'est un scandale et de plus en plus de Canadiens désespèrent d'y trouver une solution. Je soutiens qu'il faut mettre un terme à cet état de choses.

Des gens nous demandent pourquoi le Canada se désindustrialise à ce point. Le professeur Innis a souligné avec tristesse que le Canada est l'un des rares pays à régresser à l'état de colonie après avoir joui du statut de nation. C'est une tragédie pour le Canada, et je crois qu'elle est attribuable aux politiques économique, fiscale et monétaire du gouvernement actuel. Combien de temps me reste-t-il, monsieur l'Orateur?

M. l'Orateur adjoint: Le député a encore 12 minutes.